

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et Plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 22 août 2024

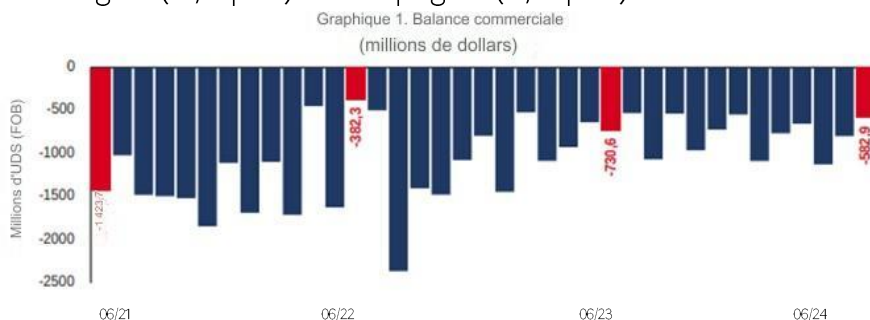
Zoom : Ralentissement du commerce extérieur colombien au S1 2024.

L'ANIF a publié le 21 août 2024, un rapport sur le commerce extérieur colombien pour le premier semestre 2024, qui met en exergue la décélération concomitante des exportations et des importations.

Ce semestre, les importations colombiennes ont diminué de 3,9 % par rapport au S1 2023, et ont totalisé 30,5 Md USD (CIF). Cette baisse est principalement due à une contraction des importations dans les secteurs des produits agroalimentaires (-8,3 % g.a) et des combustibles et des industries extractives (-6,6 % g.a). Plus précisément, les produits agroalimentaires, tels que le café et le cacao ont eu une contribution négative de -1,3 point de pourcentage dans la contraction agrégée. Les produits manufacturés ont également baissé de 2,7 %, contribuant à hauteur de -2 points de pourcentage de la variation globale, en raison notamment d'une réduction des importations d'équipements de transport (-47,4 %) et d'engrais (-23,2 %). Sur cette même période, les exportations ont chuté de 2,9 % g.a, atteignant 23,9 Md USD (FOB). Les combustibles et les produits d'industries extractives ont, une fois encore, été les plus affectés, avec une baisse de 9,0 % g.a et une contribution de -4,7 points de pourcentage, en raison de la diminution des exportations de charbon (-30,4 % g.a) et de déchets métalliques (-11,4 % g.a). Les produits manufacturés ont également connu une légère baisse de 0,9 % g.a, les engrais étant le produit le plus impacté (-27,5 %). En revanche, les produits agroalimentaires ont progressé de 8,1 % g.a, grâce à une forte augmentation des exportations de produits laitiers et d'œufs (+106,1 % g.a) ainsi que de légumineuses et fruits (+44,9 % g.a).

Géographiquement, la contraction des importations a été particulièrement marquée pour les biens en provenance du Brésil (-2 pt%), de France (-0,9 pt%) et d'Argentine (-0,8 pt%). Du côté des exportations, les ventes vers les Pays-Bas (-2,7 pt%), la Pologne (-2,1 pt%) et l'Espagne (-1,2 pt%) ont diminué.

De ce fait, la balance commerciale de la Colombie pour le mois de juin 2024 a enregistré un déficit de 582,9 M USD (FOB), soit une réduction de 147,7 M USD par rapport à juin 2023, lorsque le déficit était de 730,6 M USD (FOB) (Voir Graphique ci-contre, source : ANIF).



Bolivie

La Bolivie se positionne à l'avant-dernière place en Amérique latine en matière d'inclusion financière.

Une étude établie en avril 2024 par Credicorp, l'une des plus grandes holdings financières présentes en Bolivie, a mesuré l'évolution de l'inclusion financière en Amérique Latine.

Avec un indice estimé à 43,7, la Bolivie occupe seulement l'avant-dernière place au niveau de la région, loin derrière le Chili (58,3), le Panama (56) et l'Argentine (54,4) qui occupent respectivement les trois premières places du classement. Les conclusions de cette étude révèlent que les applications de paiement mobile ont émergé comme le principal levier de l'inclusion financière dans la région ces dernières années. Alors qu'on observe en une hausse notable de la détention de produits financiers en Bolivie (les cartes de débit ont augmenté de 36 % à 58 %, les portefeuilles numériques de 11 % à 36 %, et les cartes de crédit de 16 % à 25 %), l'argent liquide demeure, à ce jour, le mode de paiement le plus répandu, avec un taux d'utilisation¹ de 96 %.

Colombie

Un projet de loi supprimant la taxe sur les mouvements financiers a été déposée mardi 20 août au Congrès.

Au milieu de la controverse entourant la proposition d'augmentation de la taxe sur les mouvements financiers de 4 % à 5 %, un projet de loi a été déposé au Congrès visant à éliminer progressivement cette taxe d'ici 2033.

Le projet, présenté par les députés Christian Garcés, Katherine Miranda et Armando Zabaraín, propose une réduction annuelle de 0,5 % à partir de 2026. Concrètement, la taxe serait réduite à 3,5 % en 2026, 3 % en 2027, et continuerait de baisser progressivement jusqu'à disparaître en 2033.

La taxe actuelle, décrite comme une mesure temporaire devenue permanente, a été

critiquée pour ses effets négatifs sur les coûts financiers des banques et pour sa dissuasion des transactions bancaires, nuisant à l'inclusion financière et augmentant les coûts d'exploitation des petites et moyennes entreprises (PME).

Selon les initiateurs du projet de loi, la réduction progressive de la taxe pourrait entraîner une économie annuelle de 448 M USD.

Augmentation du prix du diesel de 6000 COP d'ici fin 2025.

Le ministre des Finances Ricardo Bonilla a annoncé une augmentation graduelle du prix du diesel de 6000 COP (1,54 USD) d'ici la fin de l'année prochaine.

En raison de l'échec des négociations avec les transporteurs, trois à quatre ajustements seront appliqués, avec des augmentations potentielles de 0,51 USD chaque semestre ou de 0,38 USD par ajustement. La première hausse aura lieu cette année, suivie de deux à trois autres l'année prochaine. Le ministre Bonilla a précisé que cette démarche vise à combler un écart de 1,54 USD par gallon, tout en évitant des augmentations mensuelles comme pour l'essence.

Le ministre estime que l'impact cumulatif sur l'inflation sera de 1,4 % à la fin du processus. Cet ajustement est jugé nécessaire pour atteindre l'objectif de réduction du déficit budgétaire de 12 Md USD prévu pour 2024.

Les opérateurs miniers estiment que le commerce extérieur colombien est pénalisé par l'interdiction d'exporter du charbon vers Israël.

Le décret 1047 de 2024, interdisant l'exportation de charbon colombien vers Israël, pourrait selon eux entraîner des pertes fiscales significatives pour le pays.

L'association minière colombienne (ACM) estime que cette restriction pourrait coûter 166 K USD en taxes et redevances, affectant particulièrement les départements de La Guajira et de César, qui perdront chacun environ 25,6 K de dollars.

¹ Nombre de personnes utilisant ce moyen de paiement au moins une fois par mois.

Le charbon constitue environ 5 % des exportations colombiennes, représentant 447 M USD en 2023, chiffre en baisse de 56 % par rapport à 2022.

La décision de suspendre les exportations de charbon vers Israël est perçue par l'ACM comme une violation des accords de libre-échange et du Plan national de développement, affectant la confiance des investisseurs et la sécurité juridique du pays. L'association nationale des entreprises de Colombie a également critiqué ce décret, en affirmant que la mesure pénalise les municipalités et les exploitations charbonnières colombiennes sans affecter l'économie israélienne.

Equateur

Le ministère des finances équatorien prévoit une croissance supérieure à 1% en 2024.

Alors que les organismes multilatéraux prévoient une croissance inférieure à 1 % en Équateur pour cette année, le ministre des Finances anticipe une hausse supérieure à 1 %, grâce aux 2 Md USD déjà obtenus et aux 5 Md USD attendus d'ici la fin de l'année.

Ces financements devraient permettre de soutenir l'investissement public au second semestre. L'évolution des indicateurs du secteur bancaire (hausse dépôts au premier semestre et la hausse des crédits vers le secteur productif) vont dans ce sens.

Les exportations équatoriennes ont connu une hausse de 12% au S1 2024.

Au S1 2024, les exportations équatoriennes sont en hausse de 12% par rapport au S1 2023, atteignant 17 Md USD.

Le pétrole reste le principal produit d'exportation (4,5 Md USD au S1 2024) suivi de la crevette (3,5 Md USD), de la banane (1,9 Md USD), des produits miniers (1,6 Md USD) et le cacao (1,1 Md USD). A noter que les exportations de cacao ont triplé par rapport au S1 2023 en raison d'un contexte international favorable.

Guyana

Augmentation des transferts alloués aux communautés autochtones du pays.

Le 20 août, le président Mohamed Irfaan Ali a annoncé une augmentation significative des allocations destinées aux communautés autochtones du Guyana, malgré une baisse des revenus tirés de la vente de crédits carbone.

Malgré une chute des revenus issus des ventes de crédit carbone à 87,5 M USD, le gouvernement a décidé d'allouer aux villages amérindiens non plus 15 % mais 26,5 % de ces derniers, soit un total d'environ 23 M USD.

Par ailleurs, le président Ali a souligné l'engagement du gouvernement à soutenir ces communautés par le biais de subventions, de titres de propriété, et de projets d'infrastructures. Il espère ainsi renforcer leur intégration dans le programme national de développement.

Exxon conteste la fusion Chevron-Hess.

Exxon considère la fusion Chevron-Hess, dont 70 % de l'offre de 53 Md USD concerne les actifs de Hess au Guyana, comme un achat d'actifs déguisé.

Pour mémoire, l'entreprise pétrolière Chevron a proposé un rachat de 53 Md USD, dont environ 70 % est attribué à la participation de 30 % de Hess dans le champ *offshore* de Stabroek, une zone riche en pétrole avec environ 11,6 Md de barils découverts. Exxon, exploitant principal du champ avec 45 % des parts, conteste cette fusion en la qualifiant de tentative déguisée d'acquisition d'actifs, ce qui activerait un droit de préemption permettant à Exxon et à son partenaire, le chinois CNOOC, de racheter la part de Hess avant qu'elle ne soit transférée à Chevron. Cependant, Chevron et Hess estiment que l'accord n'entraîne pas de changement de contrôle, et donc que ce droit ne s'applique pas.

La décision du panel d'arbitrage est cruciale pour Chevron, dont les bénéfices ont chuté au cours des 4 derniers semestres, mettant en péril sa capacité à réaliser les économies d'échelle et les synergies opérationnelles attendues de cette fusion.

Pérou

Les investissements miniers ont augmenté de 10 % au S1 2024.

D'après le ministère de l'Énergie et des Mines (Minem), les investissements miniers ont totalisé 2,1 Mds USD au cours du S1 2024, soit une croissance de 10 % par rapport au S1 2023.

Deuxième secteur économique le plus important du Pérou derrière la production industrielle, la production minière tourne principalement autour des ressources telles que l'or, l'argent, le cuivre, le zinc, le plomb, l'étain et le fer. En juin 2024, le secteur minier péruvien représentait 234 483 emplois directs, en hausse de 0,6 % par rapport au mois précédent et enregistre le plus grand nombre de nouveaux emplois pour 2024.

Le Pérou a perdu plus de 6 Md USD en 2023 en raison d'actes de corruption.

Dans le cadre du Forum « Perspectives économiques 2024/2025 et Actions de contrôle et de lutte contre la corruption au Pérou », Nelson Shack, économiste et ancien Président de la Cour des comptes, a déclaré le 16 août qu'en 2023, le pays aurait enregistré une perte de 6,4 Md USD du seul fait d'actes de corruption.

Face à ce problème généralisé qui touche toutes les sphères du pouvoir, l'économiste appelle à une réforme structurelle profonde à la fois des systèmes politique et judiciaire mais également du système éducatif afin de restaurer « les valeurs de la société péruvienne ». Dans cette optique, il préconise également de renforcer le modèle de contrôle interne afin de le rendre plus efficace.

Suriname

Le Suriname émet ses premiers I-REC, et se positionne parmi les leaders régionaux.

Le Suriname a récemment délivré ses premiers certificats internationaux d'énergie renouvelable (I-REC)², positionnant ses prix parmi les plus élevés en Amérique latine et dans les Caraïbes, avec un lot de 4 200 I-REC acheté par South Pole à 1,70 \$/MWh.

L'offre, qui comprend les 1 903 premiers certificats émis par Energie Bedrijven Suriname, devrait atteindre 1 TWh par an si l'ensemble des capacités installées du pays était enregistré sous la norme I-REC. Le Suriname, en tant que petite économie en développement, voit dans les I-REC un levier clé pour verdir son économie, avec une demande prévue provenant de secteurs tels que les télécommunications, l'industrie alimentaire, l'exploitation minière et le pétrole et gaz.

Les projets pétroliers du pays renforcent sa performance économique et financière.

L'anticipation d'une manne pétrolière imminente, liée au développement de sites de forage en eau profonde par TotalEnergies et APA Corporation, a stimulé la performance de la dette souveraine du Suriname sur les marchés émergents.

Depuis l'annonce le 25 juillet du potentiel projet de 9 Md USD, les obligations ont gagné 3 cents par rapport au dollar, avec des rendements surpassant largement la moyenne des marchés émergents. La production pétrolière, prévue pour 2028, devrait générer des flux de trésorerie significatifs pour le pays, transformant son économie et renforçant son programme de réformes budgétaires sous l'égide du FMI. La dette publique, qui a déjà été réduite de 146 % à 92,9 % du PIB, pourrait encore baisser en dessous de 90 % cette année. Cependant, des incertitudes politiques persistent à l'approche des élections présidentielles de 2025, ce qui pourrait influencer la trajectoire future de l'économie surinamaïse.

² Un certificat international d'énergie renouvelable (I-REC) représente une preuve transférable qu'un MWh

d'électricité a été produit à partir de sources d'énergie renouvelables et ajouté à un réseau électrique

Venezuela

La production industrielle privée a augmenté au T2 2024.

Le rapport industriel du deuxième trimestre 2024 révèle une hausse de 23,1 % de la production industrielle privée par rapport à la même période en 2023.

Les secteurs les plus performants incluent le bois et le papier (+67,2 %), le plastique et le caoutchouc (+41,8 %), les produits pharmaceutiques (+38 %), les boissons (+29,3%) et l'alimentation (+19%). En revanche, le textile et la chaussure (-11,5 %) ainsi que la fonderie et les produits métalliques (-47,7 %) ont enregistré des résultats négatifs.

La croissance moyenne prévue pour 2024 est estimée à 18,9 %. Les principaux obstacles identifiés par les industriels comprennent la lourdeur fiscale, la faiblesse de la demande intérieure, la concurrence des produits importés, et le manque de financement.

L'industrie manufacturière a fonctionné avec un taux moyen d'utilisation des capacités de 39,9 %, 30 % des petites entreprises n'exploitant même pas 20 % de leur capacité installée.

Le coût du panier d'alimentation familial augmente de + 45,9 % g.a en juillet.

La variation mensuelle du panier alimentaire familial en juillet 2024 était de 1,4%, et la variation annualisée de 45,9%.

Les articles qui ont enregistré des variations de prix ce mois sont : la viande et les préparations à base de viande (+ 2,70%), les racines, tubercules et autres (+ 2,61%), les fruits et légumes (2,33%), les graisses et huiles (+ 1,14%), le lait, le fromage et les œufs (+ 0,73%).

Depuis début 2024, les interventions de la BCV sur le marché des changes totalisent 3,4 Md USD.

Pour stabiliser le taux du bolivar, la Banque centrale du Venezuela (BCV) a continué ses interventions sur le marché des changes, allouant 131 M USD le 20 août.

Cela porte le total à 3,4 Md d'USD, soit une augmentation de 20,25 % par rapport à la même période en 2023.

8,3 Md USD de revenus pour PDVSA entre janvier et juillet 2024.

Le chiffre d'affaires de Petróleos de Venezuela (PDVSA) sur les sept premiers mois de 2024 a augmenté de 15 % par rapport à la même période en 2023.

Bien que les exportations soient restées stables autour de 690 000 barils par jour, le prix moyen du pétrole brut Merey, référence vénézuélienne sur les marchés internationaux, a atteint 69,57 dollars par baril, soit une hausse de 16 % par rapport à l'année précédente.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB prix courants (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2023	2024 p.			2022	Variation par rapport à 2021	
	2023	2024 e	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,1	49,3	2,5	1,6	-5,6	86,6	120	-2	4,8
Colombie	51,9	386,1	0,6	1,1	-3	54,4	91	-3	5,3
Equateur	18	121,6	2,3	0,1	0,9	n.a.	83	+12	1,5
Guyana	0,8	21,2	33	33,9	22,8	31,1	95	+13	3,5
Pérou	34,5	282,4	-0,6	2,5	-1,1	33	87	-3	2,4
Suriname	0,62	4,3	2,1	3	2,1	87,9	124	-25	14,2
Venezuela	29,7	102,3	-0,6	4,5	4,7	n.a.	119	+1	159,9
Argentine	45,6	604,3	-1,6	-2,8	0,9	86,2	48	-1	149,4
Brésil	204	2 331,3	2,9	2,2	-1,3	86,7	89	-2	3,79
Chili	19,6	333,77	0,2	2	-3,9	40,5	44	-2	3
Mexique	127,9	2 017	3,2	2,4	-0,7	55,5	77	+9	3,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Una LACAZE, Olympe MAHE.

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr; olympe.mahe@dgtresor.gouv.fr